

DÉCLARATION DE SUD ÉDUCATION

AU CTSD DU LUNDI 9 NOVEMBRE 2020

Monsieur le Directeur Académique,

alors que nous sommes réuni-es ici pour débattre du bilan de rentrée 2020 dans le 1^{er} et le 2nd degré du Calvados, SUD Éducation 14 souhaite avant tout vous alerter de la colère qui traverse l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, colère née du traitement dont ils et elles font l'objet de la part de l'institution toute entière.

Le jour précédent les vacances d'automne a été marqué par l'effroyable assassinat de Samuel Paty, notre collègue d'histoire-géographie. Depuis, un nouvel attentat a eu lieu, et le plan Vigipirate a été élevé à son maximum. En parallèle, la circulation du virus est devenue incontrôlable, un nouveau confinement a été décidé par Monsieur Macron et Monsieur Blanquer a eu la charge d'adapter les mesures de protection dans les écoles et établissements.

Par les mesures et les décisions prises suite à cette succession d'événements dramatiques, les personnels ont pu mesurer, une nouvelle fois, le mépris avec lequel ils et elles sont traité-es : aucune communication directe de l'institution sur les conditions de l'hommage à Samuel Paty ni sur les conditions sanitaires de la reprise. À l'opposé, la gestion de ces crises ne nous a été présentée que sous forme de sorties médiatiques et d'annonces d'ailleurs retirées ou modifiées quelques heures plus tard. C'est finalement par une simple vidéo envoyée par mail que nous avons découvert que nous ne disposerions d'aucun temps de concertation pour échanger avec nos collègues, pour mettre en œuvre la nouvelle organisation pédagogique des écoles et établissements et pour préparer l'hommage à Samuel Paty.

Malgré tout, dans de nombreux établissements, les collègues ont imposé un temps d'échange afin de prendre le temps de partager et d'organiser ensemble et de façon coordonnée l'accueil des élèves et le temps d'hommage nécessaire.

Alors la profession ne peut être qu'excédée, et elle l'est, mais elle est aussi scandalisée par ces conditions de reprise. En tant que représentants syndicaux, nous vous faisons remonter ce sentiment ainsi que le constat de situations tendues puisque dans de nombreux établissements les personnels appellent à se réunir ou à se mettre en grève. Certain-es collègues ont refusé de reprendre le travail dans des conditions aussi

déplorables, les écrits témoignant de celles-ci de plus en plus nombreux dans les registres de santé et sécurité au travail doivent vous alerter et vous faire réagir.

Autre point d'achoppement, la mise à disposition de masque pour les personnels. Nous ne devons plus utiliser les masques DIM, retirés de la circulation par le gouvernement.

Sans revenir sur ce nouveau scandale et démonstration de l'incompétence patente de notre ministère, nous n'avons rien reçu le lundi de la rentrée et sans l'apport d'un matériel de protection personnel nous aurions été mis/mises, par l'imprévoyance de notre employeur, dans l'incapacité d'exercer avec sûreté notre métier. La dotation de masques est insuffisante pour les personnels et les masques transparents pour enseigner à certain-es élèves sont toujours indisponibles. Par ailleurs, les masques doivent être fournis gratuitement aux familles.

Nos classes comptent bien trop d'élèves dans des locaux trop exigus. Nous demandons une modification du protocole permettant de passer à des demi-groupes, comme le prévoyait initialement le protocole pédagogique élaboré pour cette situation et comme le prévoit maintenant le protocole dans les lycées. C'est ce qu'exige la protection de notre santé.

Cette rentrée succédant aux vacances d'octobre a montré l'étendue de l'impréparation du ministère. SUD Éducation revendique depuis le printemps un plan d'urgence pour l'éducation, à même de garantir les meilleures conditions de travail possibles pour les personnels, dans des conditions sanitaires acceptables. Dans l'intérêt de tous les personnels et des élèves, il aurait convenu d'adapter l'organisation du travail dans les établissements et les services pour permettre des pauses régulières. Les risques de surmenage n'ont pas été pris en compte dans l'organisation de cette rentrée alors qu'il aurait fallu anticiper le besoin de poses plus fréquentes et régulières, pour les élèves comme les personnels qui doivent porter un masque toute la journée. Cette crise sanitaire rend criante la situation de l'Éducation Nationale et, plus que jamais, nos revendications pour une école plus respectueuse des élèves et des personnels doivent être entendues : baisse des effectifs, recrutement massif de personnels d'éducation et médico-sociaux, prise en compte de l'année scolaire passée dans les programmes actuels. Il s'agit également dans ce cadre et dès à présent de réfléchir aux modalités pédagogiques adaptées à cette période. Ce plan d'urgence est toujours d'actualité : les créations de postes peuvent se faire à n'importe quel moment de l'année, par le biais du recours aux listes complémentaires, de la titularisation à temps plein des contractuel·les, de l'ouverture de concours exceptionnels. Nous avons bien conscience que la situation est compliquée, et que l'ensemble des personnels des services administratifs fait de son

mieux, mais le ministre donne une image déplorable de l'institution, et le personnel de terrain, titulaire comme précaire, enseignant comme AESH ou AED, émet la volonté d'accueillir les élèves en toute sécurité dans les écoles et établissements ; surtout pas dans les conditions retenues pour le moment. La sécurité de tous et toutes doit être prise en compte ; les personnels attendent le soutien entier de leur institution.